



Calendrier de l'avent 2014 de l'Institut Coppet jeudi 11 décembre

Pierre de Boisguilbert, Précurseur des économistes
Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences
morales et politiques

par Félix Cadet

Cher ami de l'Institut Coppet,

Vous vous apprêtez à lire un extrait de *Pierre de Boisguilbert, Précurseur des économistes*, par Félix Cadet. J'espère que vous apprécierez sa lecture en ces fêtes de fin d'année.

Si le sujet vous intéresse et que vous voulez continuer à lire ce livre, c'est très simple : Vous pouvez vous le procurer

[Au format papier](#)

[Au format kindle](#)

Je vous souhaite d'excellentes fêtes de fin d'année,

Damien Theillier

Cherchant le remède aux maux du royaume dans la détermination de leurs vraies causes, il commence par réfuter les fausses appréciations qui donnaient le change à l'opinion et s'opposaient à toute réforme.

Il pose en fait que la richesse nationale a diminué de moitié : « La perte de la moitié des biens de la France tant en fonds (de terre) qu'en industrie a autant de témoins qu'il y a d'hommes dans le royaume, sans parler des registres, baux et contrats qui font cette preuve par écrit, comme les peuples par témoins...

Ainsi ceux qui avaient mille livres de rentes en fonds n'en ont plus que cinq cents, etc. » Tel est le point de départ du *Détail* et du *Factum* (pp.165-253). Les chiffres importent peu : ces évaluations approximatives sont nécessairement fort larges, et je ne m'étonne pas trop

que Boisguilbert parle tantôt de cinq à six cents millions (pp.163-218), tantôt de quinze cents millions de perte (p.246), quand même je ne saurais pas que plus de dix années, et dix années de décadence croissant à vue d'œil, séparent ces deux calculs.

Mais la question n'est réellement pas là. Voltaire se borne à un démenti sans preuve : « L'auteur du *Détail* prétendit que, depuis 1660, les biens-fonds du royaume avaient diminué de quinze cents millions. Rien n'était ni plus faux ni moins vraisemblable. Cependant ses arguments captieux persuadèrent ce paradoxe ridicule à ceux qui voulurent être persuadés. » (Siècle de Louis XIV, ch. 30.)

Parmi ses témoins, Boisguilbert pourrait invoquer Locke et Madame de Maintenon. Le philosophe anglais écrit de Montpellier, en 1676 et 1678 : « Le marchand et l'ouvrier donnent moitié de leurs gains à l'impôt. En Languedoc, les terres nobles, étant exemptes de tailles, se vendent deux ou trois fois plus cher que celles des roturiers. Celles-ci n'ont plus de valeur. Le fermage, en quelques années, a diminué de moitié. » (Cité par Michelet, Hist. de France, XIII e vol., p.208)

Madame de Maintenon, l'année même de la publication du Factum, disait à ses demoiselles de Saint-Cyr : « Ne vous flattez pas sur ce que vos proches avaient quelque chose quand vous les avez quittés.

Les choses sont bien changées depuis : celles qui ont laissé leurs parents avec deux mille livres de rente, n'en trouveront peut-être pas mille ; celles qui en avaient mille, n'en ont pas cinq cents ; celles qui étaient le mieux ne trouveront pas grand-chose, et le plus grand nombre n'aura rien du tout. » (Conseils aux demoiselles, 1 er vol., p.95)

Ne sont-ce pas les termes mêmes de notre historien : La richesse a diminué de moitié ?

Eh bien ! Pourquoi une pareille diminution ?

Parce qu'on est en guerre ? — Mais, « à parler sainement, si les guerres se soutenaient avec les revenus ordinaires du prince, comme il ne serait pas impossible si tous les commerces étaient dans leur perfection, on peut dire qu'elles seraient plus avantageuses à la France qu'une tranquillité entière : la guerre met toutes choses en mouvement ; elle purge les humeurs peccantes, et elle charme en quelque manière la vivacité d'une nation qui aime naturellement le repos, et à qui il est souvent dommageable. » (p. 338).

Il va sans dire que je joue ici le rôle de simple rapporteur. Je ne puis admettre la guerre inter instrumenta regni, comme une utile diversion à des difficultés intérieures. On ne va pas massacrer des hommes en dehors de ses frontières pour gouverner plus facilement chez soi.

Parce que les impôts sont excessifs ? — Mais jamais les revenus du roi n'ont si peu reçu de hausse que depuis 1660. On pourrait d'ailleurs les augmenter : « On soutient que la taille pourrait doubler, non seulement sans incommoder personne, mais même sans empêcher que chacun ne s'enrichît. » (p.173)

Il le prouve par un simple calcul : « Il est constant qu'un particulier qui payait cent francs de taille sur une ferme de mille livres, sera bien moins chargé en en payant deux cents, si la ferme peut revenir à deux mille livres, puisque ce sera huit cents francs qu'on lui donnera à pur profit... Or, sa ferme reprendra ce premier prix qu'elle avait autrefois, lorsqu'il lui sera permis de la labourer, cultiver et vendre les denrées. » (p.206)

Parce qu'il n'y a plus de commerce ? — « Mais c'est apporter pour cause du désordre le désordre même. » (p.171)

Parce qu'il n'y a plus d'argent ? — « Comme si l'on pouvait prétendre qu'un homme endormi en quelque lieu secret, fût mort, parce qu'on ne le verrait plus toujours par voie et par chemin. » (p.339) L'argent n'est pas sorti de France, mais il se cache. Il avait des jambes de cerf autrefois. Maintenant « il marche à pas de tortue » (p.395). Il n'en faut donc point accuser le manque d'argent, mais s'en prendre seulement à ce qu'il « ne fait pas son cours ordinaire » (p.200).

« Le papier, le parchemin et même la parole font cinquante fois plus que lui... Pourquoi ne dit-on pas que le papier et le parchemin sont également allés à l'étranger, et que c'est faute de matière que le trafic a cessé, et que l'on ne vend et n'achète plus ? On ne le dit point, parce qu'on sait bien que cela serait ridicule. Or, de tenir le même discours de l'argent, est de la même absurdité. » (p.257)

Non, la cause du mal n'est ni dans la guerre, ni dans le chiffre des impôts, ni dans le manque d'espèces. Elle est dans la ruine de la consommation. Or, « la consommation a cessée parce qu'elle est devenue absolument défendue et absolument impossible. Elle est défendue par l'incertitude de la taille, entièrement arbitraire... Elle est devenue impossible par les aides et les douanes » (p.172).

Le voilà, le principe de tout le désordre, et l'erreur n'est plus possible. Les agents de la destruction, ce sont ces impôts iniques, ces entraves absurdes qui frappent la terre de stérilité, ou réduisent les hommes à la misère au sein même de l'abondance : c'est « cette armée de juges, de collecteurs, de sergents, de financiers, sous les pieds desquels croit le néant » (p.268).

Ce sont ces partisans, contre lesquels se déchaînait avec tant d'indignation Guy Palin : « Pereant omnes fures publici, impostores, publicani et alia carcinomata generis humani... publicanus mala bestia, tyrannus populorum et regnorum. Ce bourreau fait dans un royaume ce que fait un brochet dans un étang : animal est carnivorum et sanguisorbum : visceribus miserorum et sanguine pascitur atro. » (9 avril et 4 mai 1660)

« Il ne faut pas consulter l'oracle, dit Boisguilbert, pour convenir que c'est à de pareilles manières que la France est redevable de sa ruine. » (p.288)

Aussi consacre-t-il, presque tout entiers, le *Détail* et le *Factum de la France* à dresser l'acte d'accusation le plus énergique contre ces trois terreurs du fisc. Le tableau achevé qu'il en a fait en traits de feu éclaire d'une vive lumière tout un côté, d'ordinaire trop effacé, de l'histoire du règne de Louis XIV.

Cette lecture vous a plu ?

Découvrez la suite dans *Pierre de Boisguilbert, Précurseur des économistes* – Disponible

[Au format papier](#)

[Au format kindle](#)

Retrouvez dès demain un nouvel extrait dans votre boîte email.